=====

DEPARTEMENT DES DEUX-SEVRES

=====

COMMUNE DE GEAY

COMPTE RENDU
DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
du VENDREDI 5 FEVRIER 2021

Le cinq février deux-mille-vingt-et-un à vingt-et-une heures, le Conseil Municipal de la Commune de GEAY, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur BERNARD Jean-Marc, Maire.

Date de convocation : Lundi 01 Février 2021

Nombre de conseillers en exercice : 11

Présents : BERNARD Jean-Marc, CHAUVÉ Frédéric, BROSSILLON Michel, CLOCHARD Anthony, ROY Nicolas, QUINTY Tony, BAIN Caroline, MORIN Mélanie, ROTUREAU Annie,

Absents/excusés : RENAULT Sylvie, VINCENT Sylvia

Secrétaire : ROTUREAU Annie

N° 2021-0002

CONSTITUTION DE PROVISIONS FACE AU RISQUE CROISSANT D'IRRECOUVRABILITÉ
BUDGET 2021

Toutes les communes, quelle que soit leur taille, sont soumises à un régime de droit commun de provisions pour risques, avec obligation de provisionner en présence de 3 risques principaux (art. R 2321-2 du CGCT) :

- La provision pour contentieux : « dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la commune, une provision est constituée à hauteur du montant estimé par la commune de la charge qui pourrait en résulter en fonction du risque financier encouru. »

- La provision dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code du commerce : s'appliquent aux garanties d'emprunts, aux prêts et créances, avances de trésorerie ou participations en capital à un organisme faisant l'objet d'une telle procédure.

- La Provision pour recouvrement des restes sur comptes de tiers : une telle provision intervient lorsque, malgré les diligences faites par le comptable publique, le recouvrement sur compte de tiers est gravement compromis. La provision est constituée à hauteur du risque d'irrecouvrabilité estimé par la commune à partir des éléments d'information communiqués par le comptable public.

Dans le cadre d'une démarche de gestion responsable et transparente et dans le respect du principe de prudence énoncé dans l'instruction M14, la commune peut également décider de constituer des provisions dès l'apparition d'un risque potentiel mais non certain, apprécié lors de l'élaboration budgétaire. Le régime de droit commun est le régime des provisions semi-budgétaires qui permet l'inscription dans les dépenses réelles de la collectivité d'une dotation en

provision, sans contrepartie en recettes d'investissement. Les provisions seront ajustées annuellement en fonction de l'évolution du risque. Elles donneront lieu à reprise en cas de réalisation du risque ou lorsque ce risque ne sera plus susceptible de se réaliser.

Vu la proposition d'inscrire au budget primitif les provisions pour risques ci-dessous,

Au compte 6817 : Dotation aux provisions pour dépréciation des actifs circulant,

La provision est estimée sur la base des taux d'encaissement, du contexte général de recouvrement et du nombre de points de recouvrement récupérés suite aux relances.

La provision est réévaluée régulièrement en fonction des encaissements réels reçus par la commune au minimum une fois par an, plus souvent si nécessaire.

Considérant l'état des restes à recouvrer établi par les services de la trésorerie de Thouars et le pourcentage appliqué par année de prise en charge :

Année	Montant RAR	% APPLIQUÉ	TOTAL RAR
2004	797.82 €	15 %	119.67 €
2005	320.45 €	15 %	48.07 €
2006	170.00 €	15 %	25.50 €
TOTAL A PROVISIONNER EN 2021			193.24 €

Pour 2021, le risque est estimé à environ 194 €uros.

Vu l'instruction budgétaire M14,

Vu les articles L 2321-2 et L 2321-3 du CGCT,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **CONSIDÉRANT l'état des restes à recouvrer établi par les services de la trésorerie de Thouars et le pourcentage appliqué par année de prise en charge,**
- **ACCEPTE à l'unanimité de provisionner pour 2021 la somme de 194.00 €uros.**

N° 2021-0003

ENGAGEMENT ET PAIEMENT DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT LE VOTE DU BP 2021

M. le Maire informe l'Assemblée que l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales permet à l'organe délibérant d'autoriser l'exécutif de la Collectivité d'engager, de liquider et de mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits qui seront inscrits au budget lors de son adoption.

Pour la réalisation de ces travaux, Monsieur le Maire demande l'autorisation au Conseil Municipal afin de l'autoriser à engager, liquider et mandater les sommes suivantes :

- 902.63 € qui sera inscrite au budget primitif à l'article 2132 – OP 101 (Velux Locatif)
- 475.88 € qui sera inscrite au budget primitif à l'article 2183 – OP 92 (PC Portable)
- 906.00 € qui sera inscrite au budget primitif à l'article 21316 (allée du cimetière)

M. le Maire demande l'avis du Conseil Municipal, qui, après en avoir délibéré et à l'unanimité

- **AUTORISE M. le Maire à engager, liquider et mandater les sommes précitées.**

TRAVAUX SALLE DES FETES- MAITRE D'OEUVRE

Monsieur le Maire informe les conseillers municipaux de la nécessité du projet de réfection de la toiture de la salle des fêtes. Le coût estimatif des travaux 80 000€ HT. Le coût de la Maîtrise d'œuvre est estimé à moins de 20 000€ HT.

Monsieur le Maire rappelle que selon le code de la commande publique, une collectivité territoriale doit conclure un marché public afin de répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures et de services et qu'il existe des procédures différentes en fonction de la valeur estimée de la commande et de la nature du marché (travaux, fourniture ou services).

Désormais, un marché dont la valeur estimée est inférieure à ce nouveau montant de 40.000 euros HT pourra être conclu de « gré à gré » c'est-à-dire sous forme d'un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour répondre au besoin de l'acheteur (Le seuil de dispense de procédure est celui visé à l'article R. 2122-8 du code de la commande publique).

L'acheteur a pour seules obligations de choisir une offre pertinente, de faire une bonne utilisation des deniers publics et de ne pas contracter systématiquement avec un même fournisseur lorsqu'il y a plusieurs offres susceptibles de répondre à son besoin.

Monsieur le Maire présente deux devis pour la mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux cités en référence émanant de la SARL RACINE CUBIC de Bressuire, pour un montant de 14 400€ HT, un devis de LUC COGNY ARCHITECTE de Parthenay, pour un montant de 16 500.00€ HT.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré et à l'unanimité

- **DECIDE de retenir pour la Maîtrise d'Œuvre des travaux de rénovation de toiture de la salle des fêtes la SARL RACINE CUBIC pour un montant de 14 400 €uros HT,**
- **AUTORISE le Maire à mandater les dépenses en découlant et à demander une subvention pour ces travaux.**

DESIGNATION ET ELECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER DE GEAY

Monsieur le Maire fait connaître au conseil municipal que par lettre en date du 5 janvier 2017 et par référence aux dispositions combinées des articles L 121-2 et L 121-4 du code rural et de la pêche maritime, le conseil départemental des Deux-Sèvres doit mettre en place une commission intercommunale d'aménagement foncier sur les communes de Geay, Noirterre et Faye l'Abbesse, qui sera chargée de la mise en œuvre d'une procédure d'aménagement foncier,

De ce fait, il appartient au Maire de Geay de désigner un membre du conseil municipal (le maire ou un conseiller municipal) pour représenter la commune et au conseil municipal d'élire deux propriétaires de biens fonciers non bâtis, exploitants ou non, ainsi qu'un propriétaire suppléant exerçant sur le territoire de la commune ou, à défaut, sur le territoire d'une commune limitrophe et qui siègeront à la commission intercommunale d'aménagement foncier de GEAY à constituer.

L'avis invitant les candidats à se faire connaître pour l'élection des propriétaires de biens fonciers non bâtis a été affiché en mairie le 02 Janvier 2021.

Désignation du maire ou d'un conseiller municipal :

Est désigné : Monsieur BERNARD Jean-Marc

Election des propriétaires de biens fonciers non bâtis :

Ce sont portés candidats les propriétaires ci-après :

Monsieur FONTENEAU Marc

Monsieur BENOIST Jacques

Monsieur MERCERON Philippe

Qui sont de nationalité française ou assimilés, d'après les conventions internationales, jouissant de leurs droits civils, ont atteint l'âge de la majorité et possèdent des biens fonciers non bâtis sur le territoire de la commune concerné par les opérations d'aménagement fonciers

La liste des candidats est ainsi arrêtée :

Monsieur FONTENEAU Marc

Monsieur BENOIST Jacques

Monsieur MERCERON Philippe

Il est alors procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions fixées par le code des communes.

Le nombre de votants étant de 11, la majorité requise est de 6 voix

Ont obtenu :

Monsieur FONTENEAU Marc : 11 voix

Monsieur BENOIST Jacques : 11 voix

Monsieur MERCERON Philippe : 11 voix

Compte tenu des voix recueillies par chacun d'entre eux

Monsieur BENOIST Jacques 15 Boulevard Albert 1er 79300 BRESSUIRE

Monsieur FONTENEAU Marc 1 boulevard de Thouars 79300 BRESSUIRE

Sont élus titulaires

Monsieur MERCERON Philippe 14 rue diligence 79100 SAINTE VERGE

Est élu suppléant

N° 2021-0006

INVESTISSEMENT- MUR DU CIMETIERE

M. le Maire informe le Conseil Municipal que notre agent communal a nettoyé une partie du cimetière (suppression d'épines et autres végétaux). Ce travail a mis en évidence le manque de clôture autour du cimetière créant un vis-à-vis chez un habitant de la commune. Dans ces conditions, M. le Maire propose au Conseil Municipal la création d'un mur au fond du cimetière.

Avant la présentation des devis, M. le Maire invite le conseiller municipal Michel BROSSILLON à sortir de la salle pour qu'il ne prenne pas part au débat et au vote (lien de parenté avec l'une des entreprises proposées).

Suite au départ de M. Michel BROSSILLON, deux devis sont proposés comme suit :

- GUINEFOLEAU TP AMENAGEMENTS : Création de la tranchée : 906.00 € TTC
- EIRL BROSSILLON JEROME : Création du mur : 4 320.00 € TTC

Soit un total de 5 226.00 €uros TTC

Après échange, le Conseil Municipal décide à l'unanimité des membres présents :

- **DE VALIDER les deux devis de création de mur au cimetière comme détaillés ci-dessus**

- **D'AUTORISER M. le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération**

QUESTIONS DIVERSES

SIEDS Compteurs Linky : Mme Annie ROTUREAU, déléguée SIEDS, partage un compte rendu d'une réunion concernant les compteurs LINKY : sur le territoire de l'AGGLO2B, les installations débuteront à l'automne 2021 pour s'achever en 2022. L'installation de ces compteurs n'est pas obligatoire mais vivement conseillé. Le SIEDS se charge de la communication auprès des usagers.

Commission des chemins : Suite à l'annulation de la dernière commission des chemins, une nouvelle date est fixée : Samedi 20 février, à 10H00.

ONT SIGNÉ LE REGISTRE, LES MEMBRES PRÉSENTS :

Jean-Marc BERNARD, Maire	Frédéric CHAUVÉ, 1 ^{er} Adjoint	Annie ROTUREAU, 2 ^{ème} Adjointe
Caroline BAIN, Élu	Michel BROSSILLON, Élu	Tony QUINTY, Élu
Mélanie MORIN, Élu	Sylvie RENAULT, Élu Absente Pouvoir à Jean-Marc BERNARD	Anthony CLOCHARD, Élu
Nicolas ROY, Élu	Sylvia VINCENT, Élu Absente Pouvoir à Mélanie MORIN	